



Marché Commun de l'Afrique  
Orientale et Australe

Common Market for  
Eastern and Southern Africa

# Le Courrier du COMESA

*L'Afrique économique en marche*

N° 9

Mars 2004

L'agriculture est un secteur clef des économies du COMESA. Elle emploie 65% de la population active et dégage 26,8% du PIB des Etats membres. Or les échanges intra- communautaire de produits agricoles restent faibles, malgré une progression de 10% entre 1998 et 2002. Le Courrier vous propose de faire le point sur les initiatives qui visent à encourager le processus d'intégration des agricultures des pays membres du COMESA.

## Le programme d'appui au commerce agricole RATES

RATES a été lancé en octobre 2002 pour une période de cinq ans. Le programme vise à promouvoir l'intégration régionale dans le secteur agricole. Pour ce faire, deux objectifs principaux ont été dégagés. Le premier consiste à améliorer l'accès aux marchés en stimulant les échanges d'informations par le biais d'une bourse régionale des produits agricoles. Le second vise à identifier les contraintes qui pèsent sur le commerce agricole et à les réduire grâce à un partenariat regroupant les secteurs publics et privés.

« Il est démoralisant de voir qu'alors que nous connaissons des déficits, la plupart des Etats membres financent l'importation de vivres comme le maïs de l'extérieur de la région. La facture s'est élevée à 3,2 milliards de dollars entre 1997 et 2001 » affirmait récemment le Secrétaire Général du COMESA, Erastus J.O Mwencha.

Une facture, donc, de 3,2 milliards de dollars malgré une production excédentaire de six millions de tonnes de maïs dans la région sur la même période, production estimée à 480 millions de dollars. Le calcul du manque à gagner est simple.

Le programme Rates a développé un site Internet, marché virtuel en temps réel qui fournit des informations sur les opportunités agricoles dans la région, ceci gratuitement ([www.tradeafrica.biz/](http://www.tradeafrica.biz/)). Bien qu'il n'existe que depuis six mois, le commerce qu'il a généré a été estimé à plus de 15 millions de dollars. Le site offre également la possibilité

d'échanger du bétail, du lait et des produits laitiers, du café et du coton.

En février 2002 à Nairobi, le programme Rates a organisé une conférence suivie d'un salon commercial sur le café, où plus de 350 personnes ont pu se renseigner sur les opportunités dans la région et créer des liens commerciaux. Le montant du commerce généré a été estimé à environ 80 millions de dollars et les organisateurs savent pouvoir faire encore mieux lors de la prochaine session qui aura lieu à Livingstone, en Zambie, au mois de mars 2005.

Rates a également conçu un programme de contrôle des politiques agricoles qui vise à évaluer le respect des normes adoptées au niveau régional, à énumérer les barrières non tarifaires rencontrées et à évaluer l'impact des décisions politiques des chefs d'Etat du COMESA. C'est pourquoi il fonctionnera en lien étroit avec l'Initiative pour la promotion de la commercialisation des produits agricoles

## Les rendez-vous du COMESA

**29 mars - 1er Avril**

Huitième réunion des  
ministres de la Justice  
*Kigali*

**5-7 avril**

Réunion du comité  
des directeurs de  
COMTEL  
*Lusaka*

**13 -15 avril**

Atelier du comité sur  
la paix et sécurité  
*Mbabane*

**21- 23 avril**

Atelier de travail sur  
la pêche  
*Lusaka*

**22 -23 avril**

Réunion annuelle de  
l'Agence pour  
l'assurance du  
commerce en Afrique

## Pour en savoir plus

**Elena Barbizet**  
Attachée de  
communication

[Ebarbizet@comesa.int](mailto:Ebarbizet@comesa.int)

## La BAD fait confiance au COMESA

Un grand projet débutera en juin 2004: l'initiative pour la promotion de la commercialisation des produits agricoles.

Dans le cadre du COMESA, les normes sanitaires et phyto-sanitaires relatives aux produits agricoles se devaient d'être harmonisées afin de créer une offre commune apte à pénétrer les marchés d'exportations plus aisément. On sait par exemple que malgré l'initiative « tout sauf les armes », les exportations des pays ACP ont très peu progressé, notamment à cause des barrières à l'entrée que constituent les normes sanitaires.



Ayant conscience de ce défi, le Secrétariat du COMESA et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont travaillé conjointement sur un programme apte à le relever. Ce projet d'envergure sera conduit sur trois ans afin d'améliorer les capacités institutionnelles des Etats membres sur les normes sanitaires et leurs harmonisations; la collecte des informations sur le commerce et leur diffusion afin d'accroître, entre autres, la sécurité alimentaire. Le programme est fondé sur une structure pyramidale, depuis un réseau d'agents qualifiés dans les pays membres jusqu'au Secrétariat du COMESA, en passant par des institutions sous-régionales.

### **Améliorer les capacités institutionnelles des Etats membres sur les normes sanitaires et leurs harmonisations**

Dans un premier temps, le projet va former des correspondant techniques, des experts sanitaires et des laborantins dans les pays membres et mettre en place des lieux de dialogue et de sensibilisation pour les secteurs publics et privés. Il renforcera ensuite les laboratoires nationaux et créera trois laboratoires régionaux aux normes internationales spécialisés dans les normes vétérinaires, la protection des plantes et la sécurité alimentaire. Ce réseau de compétences créé, le programme veillera à ce qu'il s'auto-entretienne et qu'il assure une large diffusion des travaux en cours, sur les systèmes de prévention précoce des maladies par exemple. Au niveau régional, la coordination des travaux et l'harmonisation des législations nationales seront assurées par les comités techniques nationaux, dirigés par les ministres de l'agriculture.



### **Améliorer les échanges d'informations sur la commercialisation des produits agricoles**

Afin d'accroître le commerce intra-communautaire, un système de collecte des données sur l'agriculture et l'élevage sera créé. Il s'agit de FAMIS, un programme informatique en réseau qui permet d'échanger des bases de données, et auquel tous les correspondants nationaux et régionaux seront formés. Il contiendra les informations collectées par le secteur public (production, climat, recherche, état des infrastructures, maladies...) et le secteur privé (prix, récoltes, volumes échangés, réserves, conditions de transport et de stockages...). En parallèle, trois études régionales seront menées sur l'état des barrières non tarifaires, les opportunités d'investissements et d'échanges et l'évolution du commerce intra-régional.

Le coût du projet est de 9 millions de dollars, assuré à 40% par le COMESA et à 60% par la BAD. La clef de sa réussite réside dans la responsabilité de chacun des acteurs, des Ministres de l'agriculture aux laborantins, des responsables techniques nationaux au coordinateur général du projet au Secrétariat.

## **APE : Le COMESA lance les études d'accès au marché européen**

En vue des négociations des accords de partenariat économique qui lieront bientôt l'Afrique australe et orientale à l'Union Européenne, le COMESA vient de publier une série d'études sur l'accès des biens et services de la région au marché européen. Ces études, réalisées pays par pays, identifient les biens qui sont actuellement échangés avec l'Union européenne ainsi que ceux qui en détiennent le potentiel à court ou moyen terme. L'intérêt majeur de ces études tient en ce qu'elles soulignent toutes les formes de contraintes qui pèsent sur les exportations de la région (principalement les normes techniques et sanitaires) et qu'elles proposent des solutions concrètes. Bien que ces contraintes soient spécifiques à chaque pays, nombreuses sont celles qui se recoupent, la région étant globalement confrontée aux mêmes types de problèmes.

## **Kampala 2004 : Deux sommets en Un**

Du 30 mai au 8 juin prochain se tiendront à Kampala, en Ouganda, deux rendez vous majeurs :

-Le Sommet des Chefs d'Etats, instance suprême de l'organisation qui se réunit une fois par an,

-le Forum des Affaires du COMESA, qui réunira pour la première fois les cercles dirigeants, milieux d'affaires et investisseurs de la région.

L'Ouganda prendra à cette occasion la présidence tournante du Marché Commun, relayant ainsi le Soudan.

### **Contributions : La preuve par les chiffres**

Entre 1998 et 2002, les Etats membres ont contribué au budget de fonctionnement du Secrétariat à hauteur de 5,07 millions de dollars par an, assurant ainsi 88% du budget du Secrétariat. En 2002, le taux de recouvrement s'est élevé à 93%, ce qui est très sensiblement plus élevé que dans la plupart des communautés économiques africaines.